



Le Chef de l'Etat visite différents projets de développement de la population à Gitega



Ce mardi 23 février 2021, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE a visité différents projets de développement de la population soutenus par la Banque Mondiale, sur différentes collines des communes Mutaho, Bugendana et Giheta de la province Gitega.

Sur la colline Gitongo de la commune Mutaho, le Président de la République Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE s'est rendu compte des réalisations des projets financés par le Fonds International pour le Développement Agricole FIDA, à travers le PRODEFI et le PAIFAR-B, qui soutiennent la population dans différents projets d'auto-développement surtout dans le domaine agricole, l'élevage et le commerce. Il a eu l'occasion de s'entretenir avec certains groupements de la population réunis en associations et soutenus par le projet PAIFAR-B, financé par le FIDA. Il

a recommandé aux opérateurs de ces projets de renforcer l'éducation financière au sein de la population.

Après la commune Mutaho, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a visité une plantation de maïs et une autre de bananiers appartenant à une association des agriculteurs de la colline Cishwa en commune Bugendana. Le projet est soutenu par le programme PRODEFI. Après la colline Cishwa, le Numéro Un Burundais a aussi visité les réalisations agricoles d'un habitant de la colline Bitare de la même commune soutenu par le projet Merankabandi. Il recommande à la population des alentours d'aller apprendre chez cet agriculteur moderne qui a débuté son projet à base de 120 milles francs burundais.

Son Excellence Evariste Ndayishimiye a clôturé cette série de visites des projets de la population au champ modèle communal sur la colline Gisuru en commune Giheta où il a participé aux activités de labour. Ce projet est soutenu par le programme PAIFAR-B.

Après cette visite, le Président de la République Son Excellence Evariste

Dans ce numéro:

page

Le Chef de l'Etat visite différents projets de développement de la population à Gitega

1

Le Chef de l'Etat encourage les différents projets réalisés par des producteurs agro-éleveurs des communes Mbuye et Rutegama de Muramvya

2

Le Chef de l'Etat exhorte les Burundais à se repentir et à restaurer leurs relations avec Dieu, dans cette période du carême

4

La Première Dame invite tous les Burundais et partenaires du pays à œuvrer davantage pour le développement de la petite enfance

5

Le Premier Ministre recommande le renforcement du comité pour le suivi des travaux de la ZES

8

Les Ministres en charge de la Santé Publique et de l'Education Nationale s'expriment sur la mauvaise gestion des morgues observée dans des hôpitaux

10

Réouverture de la radio Bonesha-FM

11

Ndayishimiye a fait savoir à la presse que, compte tenu de tout ce qu'il venait de constater sur terrain, il est fort possible que tous les Burundais soient riches. Selon lui, la réalité qu'il venait de constater sur terrain pourrait aider au relèvement de certains esprits et au changement de mentalités chez certains Burundais qui se croyaient pauvres, alors que leur pauvreté ne se trouvait que dans leurs consciences. A ce titre, le Chef de l'Etat trouve qu'il y a souvent abus du langage, quand les gens parlent de « Ntahonikora » en Kirundi comme

celui qui est vulnérable, incapable de faire quelque chose. Selon lui, toute personne est capable de s'auto-développer et rien n'est impossible à celui qui le veut.

Son Excellence a clôturé en exhortant les Burundais à se réveiller et surtout à profiter de cette paix retrouvée pour initier des projets de développement, afin de d'avoir un Burundi prospère.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Le Chef de l'Etat encourage les différents projets réalisés par des producteurs agro-éleveurs des communes Mbuye et Rutegama de Muramvya



Le Mercredi 24 février 2021, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a poursuivi sa descente sur terrain pour s'enquérir des réalisations des projets appuyés par la Banque mondiale au Burundi.

Au chef-lieu de la commune Mbuye, le Chef de l'Etat a visité une Coopérative laitière Uhirazikamwe, soutenue par le programme de développement des filières « PRODEFI ». Inaugurée en octobre 2014 par feu Président Nkurunziza, la coopérative Uhirazikamwe est spécialisée dans la collecte, vente et transformation du lait en fromage et d'autres produits dérivés du lait. Après une visite guidée, le Chef de l'Etat a recommandé aux responsables de cette coopérative d'acheter des équipements adéquats et de faire la propreté afin que cette unité de transformation soit bien cotée pour être compétitive.

Le Président a aussi visité un agro-éleveur moderne connu sous le nom de Félix Simbarokoka, sur la colline Bigwana de la même commune. Partant d'une seule

vache lui accordée par le programme PRODEFI, M. Félix Simbarokoka possède actuellement 3 vaches et une bananeraie très productive. Le Père de la Nation lui a souhaité d'aller de l'avant et lui a demandé d'aider dans la sensibilisation d'autres cohabitants sur l'auto-développement. Le Numéro Un Burundais a par la suite visité une riziculture dans la vallée en zone Gasura de la commune Mbuye, un marais à cheval entre Mbuye et Rutegama, s'étendant sur 170 ha et soutenu par le programme PRODEFI. Il a encouragé la population à y mettre des fertilisants pour augmenter la production.

Toujours à Mbuye, le Chef de l'Etat a visité un barrage d'irrigation de Munanira II, construit sur la rivière Mubarazi, avec une capacité d'irriguer deux communes en même temps, Rutegama et Mbuye. Pour ce barrage qui irrigue les cultures du riz, le Chef de l'Etat a recommandé d'en utiliser l'eau pour irriguer aussi d'autres champs, surtout pendant la saison sèche.

Après le barrage de Mubarazi, le Président de la République a visité les réalisations d'un agri-éleveur de la colline Nyarunazi en commune Rutegama. Soutenu par le PRODEFI, cet agri-éleveur possède une génisse, une bananeraie très productive et un jardin potager.

Vous saurez qu'au cours de toutes ces visites des différentes réalisations agro-pastorales de la population, le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye les a encouragées et a invité d'autres citoyens à s'inspirer de ces techniques utilisées en vue d'augmenter la production.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Karusi, troisième province visitée par le Chef de l'État, lors de ses descentes d'évaluation des projets agropastorales réalisés par la population avec l'appui de la Banque Mondiale



En commune Gitaramuka, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a visité, ce jeudi 25 février 2021, un champ de maïs de 15 hectares sur la colline Maramvya, un domaine appartenant à la population de cette localité réunie en association et une rizière de 166 ha soutenue par le PRODEFI, dans le marais de Gashayura. Il en a profité pour encourager cette bonne initiative de la population à se regrouper en association pour une meilleure production, revenant sur le slogan « Turi kumwe twese birashoboka ». Son Excellence Evariste Ndayishimiye n'a pas oublié de féliciter la BPEAE Karusi pour son efficacité dans l'encadrement des agriculteurs.

Son Excellence Evariste Ndayishimiye a ensuite visité sa propriété foncière de 19 ha sur la colline Gashanga de la commune Bugenyuzi, un domaine

comportant des champs de maïs, avec des labours en attente d'être ensemencés. Il a poursuivi son parcours sur la colline Canzikiro de la même commune, où il pratique un élevage des vaches, accompagné d'une culture du maïs. Il a aussi visité sa ferme et sa pisciculture, dans la vallée de Ndurumu, où de nouvelles variétés de poissons ont été introduites dans des étangs. Il se réjouit de ses projets et encourage les citoyens à s'inspirer des techniques utilisées pour augmenter la production.

Le Numéro Un Burundais a visité la coopérative laitière Garukirinka, appuyée par le PRODEFI au chef-lieu de Bugenyuzi et un agro-éleveur de la colline Rusasa. Il l'a encouragé pour ce projet de développer l'agriculture et l'élevage et a demandé aux administratifs d'encadrer les bénéficiaires des vaches octroyées par le PRODEFI pour un meilleur rendement.

Sur la colline Rusamaza en commune Gihogazi, le Chef de l'Etat a visité des champs de maïs sur 33 ha sous l'appui du PRODEFI, avant de clôturer sa descente en province Karusi par la visite du chantier du centre régional d'apprentissage multidisciplinaire, sur la colline Rusi en commune Shombo. Il a recommandé aux responsables de ces travaux de terminer le chantier avec le mois d'août.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Le Chef de l'Etat appelle la jeunesse Burundaise à aimer les filières techniques pour pouvoir s'auto-developper et développer le pays



Alors que Son Excellence le Chef de l'Etat, en compagnie de la Première Dame, s'était joint à la population de Gitega, la capitale politique du Burundi, dans les travaux de développement communautaire à l'université Polytechnique de Gitega, il a appelé la jeunesse Burundaise à embrasser les filières techniques et professionnelles, afin de pouvoir s'auto-développer et développer leur pays.

Le Président Ndayishimiye a fait savoir que le projet de

construction de l'Université Polytechnique de Gitega est venu à point nommé, sachant qu'il coïncide avec le programme national de formation technique et professionnelle visant à former la jeunesse Burundaise pour l'auto-développement.

Le Numéro Un Burundais a également encouragé l'Université Polytechnique de Gitega pour ses capacités à former des lauréats capables d'honorer le pays, vu les connaissances et compétences déjà remarquées chez ceux qui sont sortis de cet établissement académique et qui sont embauchés dans différents secteurs techniques du pays.

Signalons que les citoyens de la capitale politique, d'autres natifs de Gitega venus de différents coins du pays et les amis de Gitega s'étaient rassemblés

massivement autour de ces travaux communautaires qui consistaient à bétonner le 3^{ème} niveau d'un autre bâtiment pour extension, qui servira de salles de classes à cette Université érigée sur la colline Tankoma.

Après ces travaux, le Couple Présidentiel s'est rendu en commune Kayokwe de la province Mwaro pour se rendre compte des dégâts causés par les intempéries où les toitures de l'église de la paroisse Kibumbu et le Couvent des prêtres ont été emportées par des vents violents. Pour soutenir la paroisse Kibumbu dans ces moments difficiles, le Père de la Nation promet des tôles pour recouvrir les bâtiments du Couvent des prêtres.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Le Chef de l'Etat exhorte les Burundais à se repentir et à restaurer leurs relations avec Dieu, dans cette période du carême



A ce premier dimanche du carême, le Couple Présidentiel était en zone Mungwa de la commune Gitega, pour la prière dominicale à la Paroisse Gihiza. Dans son message de salutation aux chrétiens, le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a exhorté les Burundais à se repentir et surtout à profiter de cette période de carême pour restaurer véritablement leurs relations avec le Seigneur.

Le Chef de l'État a remercié Dieu qui continue à protéger le Burundi contre la pandémie de COVID19 et a précisé que le nombre de cas positifs a été réduit très sensiblement ces derniers jours. Cela étant, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a appelé la population à toujours respecter les mesures

barrières.

Le Père de la Nation a également appelé les paroisses de l'Eglise Catholique à prendre le devant dans l'encadrement des chrétiens au développement. Aux chrétiens, il leur a demandé d'éviter le gaspillage des biens familiaux et de s'atteler aux travaux de développement sans relâche, pour pouvoir augmenter la production.

Le Chef de l'Etat Son Excellence Evariste Ndayishimiye a clôturé son message en exhortant encore une fois les Burundais à puiser l'amour, la miséricorde, la solidarité et l'unité auprès du Christ, afin qu'ensemble ils puissent construire un Burundi paisible et prospère. Enfin, au projet d'extension de l'église paroissiale de Gihiza, le Père de la Nation promet d'apporter son soutien.

(Source: www.presidence.gov.bi)

La Première Dame invite tous les Burundais et partenaires du pays à œuvrer davantage pour le développement de la petite enfance



Son Excellence Angeline Ndayishimiye, Première Dame de la République du Burundi, a rehaussé de sa présence, ce 24 février 2021, à l'Hôtel Royal Palace, les activités de l'atelier de 3 jours, qui a pour objectif la sensibilisation et la mobilisation des principaux responsables des secteurs sociaux de base sur l'importance de diriger les investissements et orienter les ressources dans le développement de la petite enfance, dès la conception jusqu'à l'âge de 8 ans.

Elle a rappelé que le développement de l'enfant dès sa conception jusqu'à 8 ans est une étape cruciale dans la bonne croissance de l'enfant. Si cette période n'est pas gérée avec attention, il y a moyen que l'avenir de l'enfant soit gâché. C'est également la période pendant laquelle l'enfant court un haut risque d'être victime des maladies liées à la malnutrition.

Son Excellence Angeline Ndayishimiye est revenue sur les efforts déjà consentis par le Gouvernement du Burundi en vue d'assurer un meilleur développement de la petite enfance, c'est notamment la ratification par la République du Burundi de certains Accords Internationaux qui prônent le développement de l'enfant.

Aussi, le Gouvernement du Burundi a instauré la gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et en couches, la gratuité de l'enseignement fondamental pour ne citer que ceux-là.

La Première Dame a souligné que même si le Burundi a fait un pas de géant dans l'amélioration des con-

ditions de développement de la petite enfance, des défis existent encore, c'est notamment la pauvreté dans les familles, le manque d'information suffisante sur l'alimentation des enfants et les femmes enceintes et les droits de la petite enfance, et les parents qui ne prennent pas soins de leurs enfants pendant cette période de la petite enfance.

Elle a exhorté les responsables des structures de soins à réinstaurer les séances de sensibilisations sur diverses questions liées à la santé et à l'alimentation des nourrissons et des femmes enceintes. Il sied de mentionner que ces séances étaient depuis longtemps destinées aux mamans qui s'y présentaient pour vaccination et consultation prénatale.

Son Excellence Angeline Ndayishimiye a, par ailleurs, invité les Ministères en charge de la Santé, de la solidarité, de l'éducation, de la sécurité, de la justice et le Ministère en charge de l'Eau ainsi que celui des Finances, de multiplier les actions en faveur d'un meilleur développement de la petite enfance.

La Première Dame a remercié les partenaires du Burundi qui œuvrent pour le développement de la petite enfance notamment l'UNICEF, le PAM, l'OMS et la Banque Mondiale. Elle leur a demandé de poursuivre ces appuis. Bien plus, elle a invité tout un chacun à apporter sa contribution au bien être de la petite enfance.

Elle a, enfin, réitéré son engagement pour le bien-être des enfants, à travers l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPADAD-Burundi), étant donné que dans ses axes stratégiques figurent la santé et le développement des enfants et des jeunes en général.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Kayanza – Développement Le président de l'Assemblée Nationale a participé aux travaux de terrassement d'un terrain qui abritera l'université provinciale KAYANZA



Le président de l'Assemblée Nationale, le Très Honorable Daniel Gélase Ndbirabe, en compagnie des parlementaires élus dans la circonscription de la province Kayanza (nord du Burundi), de l'Ombudsman burundais Honorable Édouard Nduwimana et du Ministre en charge de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, Dr. Déo Guide Rurema s'est joint samedi le 20 février 2021 à la population de la commune Matongo dans la préparation d'un terrain qui abritera l'Université provinciale de Kayanza. Cette Université dénommée provisoirement "Institut Supérieur

Polytechnique de Kayanza" sera érigée sur la colline et zone Ruganza de la commune Matongo, a appris l'ABP sur place.

Dans son discours adressé aux participants au terme des travaux, le Très Honorable Gélase Ndbirabe a indiqué que cinq ingénieurs vont être recrutés pour assurer la supervision des travaux de construction de cet Institut, qui aura six filières dont la faculté d'Hôtellerie, la faculté de Géologie et Mines, la faculté de Métallurgie, l'Agroalimentaire, la Nutrition ainsi que l'Electromécanique.

Pour bien mener les travaux de construction de cet Institut à caractère communautaire, il a précisé que chaque commune sera représentée par la population de l'une de ses collines chaque jour de travail et a invité la population de Kayanza à conjuguer ses efforts en vue de bien démarrer et terminer sa construction dans les délais prévus. Il a en outre exhorté les opérateurs économiques surtout les natifs de Kayanza à ériger des immeubles décentes dans les alentours de cet Institut pour faciliter le logement des étudiants.

(Source : www.abpinfos.com)

Séance plénière des Sénateurs sur des questions orales au Ministre de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique



Le Président du Sénat du Burundi, le Très Honorable Emmanuel Sinzohagera a dirigé mercredi le 24 février 2021, à l'hémicycle de Gitega une séance plénière des Sénateurs sur des questions orales adressées au Ministre de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique, M. Gaspard Banyankimbona au sujet du fonctionne-

ment des Ecoles fondamentales et post fondamentales et des stratégies adoptées pour relever les défis qui hantent le secteur éducatif burundais.

Le Président du Sénat a indiqué que les questions des sénateurs relèvent des constats dégagés lors de leurs descentes sur terrain pendant les vacances parlementaires pour s'imprégner de l'état des lieux des écoles. Les principales questions orales des Sénateurs portaient notamment sur les stratégies envisagées par le Gouvernement pour réhabiliter les infrastructures scolaires vétustes ou détruites, pour combler l'insuffisance des salles de classes et de leurs équipements, observée dans certaines écoles qui font face au surnombre des élèves. Ils ont demandé les mécanismes mis en place pour combler le déficit du personnel enseignant dans certaines com-

munes. Ils ont déploré l'insuffisance des bancs pupitres constatée dans la plupart des écoles, de l'eau potable, de l'électricité, des bibliothèques, des ordinateurs, des manuels scolaires pour les enseignants et les élèves des 1ers cycles des ECOFO. Ils ont soulevé des questions sur l'état de fonctionnement des écoles de l'enseignement des métiers et leurs équipements. Ils ont aussi demandé des stratégies adoptées pour diminuer le taux élevé des abandons scolaires et des grossesses non désirées en milieu scolaire. Ils ont exprimé le besoin de l'extension des cantines scolaires dans les différentes provinces du pays en guise de solution aux cas d'abandons scolaires liés à la pauvreté de nombre de familles. Ils ont transmis le souhait de la population relative à l'orientation d'une partie du budget des communes à l'éducation.

Au sujet de l'insuffisance des infrastructures scolaires et du besoin de leur extension, leur réhabilitation et leurs équipements, le Ministre en charge de l'Education Nationale a reconnu les efforts consentis par la population depuis 2005 pour augmenter les infrastructures scolaires. Il a ensuite signifié que 50 % des écoles existantes ont été construites par la population, précisant que 33 % de ces écoles sont en bon état, 44% sont en mauvais état tandis que 23 % nécessitent leur réhabilitation. Pour les bancs pupitres, le Gouvernement du Burundi a accordé un fonds d'un milliard au Ministère de l'Education Nationale mais ce budget ne pourra pas répondre aux besoins exprimés de cent mille (100.000) bancs pupitres. Alors que la réhabilitation des infrastructures a besoin d'un montant estimé à cent septante milliards (170.000.000.000 FBu), l'Etat a déjà rendu disponible un fonds de deux cent millions (200.000.000 FBu).

Au sujet de l'insuffisance de l'eau potable et de l'électricité sur nombre des écoles, le Ministre Banyankimbona a indiqué que des projets sont en cours d'exécution pour améliorer l'accès des écoles à l'eau et à l'électricité tant indispensables pour les communautés surtout en cette campagne de lutte contre la Covid 19. Il a signalé le défi de

certaines écoles qui enregistrent des dettes impayées à la REGIDESO. Les équipements et le matériel didactique seront disponibles au fur et à mesure que les moyens financiers le permettront. Le Ministre Banyankimbona a souligné la nécessité de l'implication des différents acteurs de la société pour le bon fonctionnement des écoles. Il a ainsi approuvé la proposition de la population relative à l'orientation d'une partie du budget des communes à l'éducation. Les Plans communaux de développement communautaire devraient aussi intégrer des actions de l'éducation. La réduction du taux d'abandon scolaire mérite l'implication des différents partenaires de l'éducation sur la sensibilisation de la population à la scolarisation de tous les enfants voire la mise en place d'une loi sur la scolarisation de tous les enfants.

Quant aux mécanismes mis en place pour diminuer les cas des grossesses en milieu scolaire, il a indiqué qu'on a initié le projet Menya Umenyeshe et le renforcement de l'encadrement des élèves par les tantes et les tontons en vue d'atteindre l'objectif de zéro cas de grossesses. Il a aussi indiqué que les cantines scolaires initiées dans certaines provinces pourront s'étendre progressivement dans toutes les provinces.

Au sujet de la situation des écoles de l'enseignement des métiers, le Ministre Banyankimbona a souligné la volonté du Gouvernement de promouvoir ces écoles mais a déploré la faible fréquentation de ces écoles par les élèves qui y réservent peu d'intérêt. Il a aussi apprécié les efforts consentis par les populations mais déplorent leur relâchement pour les équiper. Ainsi, a-t-il précisé, sur 321 écoles des métiers construites, 105 sont opérationnelles mais certaines ont des effectifs peu nombreux des élèves. Les Sénateurs ont posé d'autres questions et ont formulé des recommandations. Ils ont notamment recommandé de suivre de près les voies de solution pour les infrastructures scolaires en mauvais état et pour l'insuffisance des équipements et du matériel didactique ; de continuer l'application des mesures préventives contre la covid 19 ; d'augmenter les effectifs des enseignants à recruter pour combler le déficit, de sensibiliser les communes sur leur rôle crucial dans l'appui des écoles.

(Source: www.abpinfos.com)

Le Premier Ministre recommande le renforcement du comité pour le suivi des travaux de la ZES



Le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni accompagné par les Ministres concernés de la Zone Économique Spéciale (ZES) et les promoteurs de cette dernière, a effectué lundi le 22 février 2021, une descente sur terrain pour évaluer l'état d'avancement des travaux de développement de ZES, à Gatumba dans le secteur Warubondo dans la commune Mutimbuzi en province de Bujumbura.

Après la visite guidée par les promoteurs de la société PROSERV de l'endroit destiné à la ZES, le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a rencontré à Gatumba les Ministres sectoriels, les promoteurs de la zone et toutes les parties prenantes concernées par le développement de la ZES.

Dans ses propos introductifs, le Premier Ministre Alain Guillaume Bunyoni a fait savoir que l'objectif primordial de cette zone était d'en faire un grand centre commercial où les hommes d'affaires burundais pourront s'approvisionner en marchandises au lieu d'aller à l'étranger. Mais également, cette zone devrait être un espace industriel qui abriterait des activités qui visent la création de l'emploi au Burundi.

Au cours de la réunion d'échange sur l'évolution du projet de développer la ZES, le constat est que selon le Premier Ministre, les travaux tournent au ralenti à cause des changements climatiques et la crise sanitaire mondiale de la pandémie du Covid -

19 par conséquent la société PROSERV n'a pas pu disponibiliser le plan de construction à temps.

L'autre constat selon le Premier Ministre est la non disponibilité de la feuille de route et celle des membres de la commission mixte de surveillance pour faire des réunions d'évaluation du projet de la ZES.

S'exprimant sur cette situation, tous les Ministres et Cadres concernés par ce projet ont indiqué que la non-disponibilité du plan de travail et de l'information sur le projet a freiné l'avancement des travaux de développement de la zone, entre autres l'adduction d'eau, l'extension de l'électricité ainsi que l'aménagement de la route qui mène sur le site.

Parmi les recommandations issues de la réunion des parties prenantes du développement de la ZES sont : l'élargissement du comité mixte de surveillance en y intégrant les Secrétaires Permanents des Ministères sectoriels pour accompagner et appuyer le comité qui était en place; la disponibilité de la commission mixte de surveillance, la retouche de la convention de partenariat entre le Gouvernement du Burundi et la société PROSERV pour son actualisation dans le temps et dans l'espace; la disponibilité du plan général de construction de la zone, la conception de la feuille de route pour des discussions et des retouches éventuelles par le Gouvernement du Burundi ; un délai d'une semaine a été accordé pour faire une réunion préliminaire du comité mixte de surveillance pour préparer la rencontre dans 15 jours du comité renforcé par les Secrétaires Permanents des Ministères sectoriels pour appui et accompagnement.

Les autres recommandations formulées à l'endroit du Gouvernement du Burundi, de commanditer des études dans l'immédiat de l'extension de l'électricité de la zone et l'adduction d'eau, de mener des études pour aménager la route Gatumba-Vugizo pour rendre accessible la zone économique spéciale.

Le Premier Ministre CPG Alain Guillaume Bunyoni a terminé la rencontre en exhortant toutes les parties pre-

nantes à collaborer, à communiquer et à travailler dans la transparence en vue d'endiguer les problèmes qui surgissent dans la mise en œuvre de ce projet.

Ce projet concerne 7 ministères sectoriels dont le Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, le Ministère des Finances, du

Budget et de la Planification Economique, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministère des Infrastructures, Equipement et Logements sociaux, le Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, le Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines, le Ministère de la Justice du Burundi.

(Source: www.rtnb.bi)

Le Ministre en charge de l'Intérieur appelle les administrateurs communaux à assurer une gestion administrative et financière saine



Le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, CPC Gervais Ndirakobuca appelle les Administrateurs communaux et les Présidents des Conseils Communaux du Burundi à tout mettre en œuvre pour assurer une bonne gestion administrative et financière des communes. Cet appel a été lancé lors d'une réunion qu'il a tenue lundi le 22 février à Gitega, à l'intention de ces autorités administratives communales. Il a ainsi annoncé que tout le mois de mars 2021 sera un mois témoin pour la perception des taxes et impôts communaux sur tous les marchés des différentes communes du pays.

L'objectif visé par cette nouvelle procédure de perception des impôts et taxes communaux est de vérifier le potentiel financier de chaque commune. Ce qui permettra au Gouvernement de se rendre compte des capacités financières des différentes communes, et partant, de répartir les appuis financiers en fonction des capacités financières com-

munes, a signifié le Ministre en charge de l'Intérieur. Le Ministre Gervais Ndirakobuca s'est réjoui des résultats positifs déjà enregistrés lors des semaines témoins de perception organisées dernièrement dans 13 communes de certaines provinces où les nouveaux percepteurs ont collecté des recettes de loin supérieures à celles perçues précédemment à la même période. Il a ensuite souligné que la perception du mois témoin sera faite par de nouveaux percepteurs recrutés parmi les jeunes chômeurs recensés récemment au niveau des collines et quartiers. La supervision de cette perception du mois témoin sera faite par 9 équipes du Ministère en charge de l'Intérieur qui couvriront 2 provinces chacune, a précisé le Secrétaire Permanent chargé de l'Intérieur, M. Martin Nintretse.



Le Ministre en charge de l'Intérieur a indiqué que le résultat visé est que toutes les recettes communales rentrent dans le trésor public pour le bien être de toute la population. Il a invité les Administrateurs communaux à assurer la gestion administrative en bons pères de famille conformément aux recommandations du Gouvernement responsable et laborieux. Ils doivent écouter les

doléances de la population indistinctement et trouver des solutions. Ils sont également appelés à faire la bonne gestion du patrimoine communal, faire un suivi régulier et efficient de tout le personnel, assurer un bon entretien des infrastructures telle que les routes et les caniveaux de leurs communes respectives. Ils ont été aussi conviés à mobiliser la population à la réalisation des travaux de développement tout en servant de modèle. Ils sont invités à faire le suivi des services de l'état civil pour pallier à certaines irrégularités qui engendrent des conflits familiaux.

Le Ministre en charge de l'Intérieur a fait un clin d'œil aux Administrateurs communaux pour la len-

teur observée pour faire suite aux correspondances que le Ministère leur avait adressées depuis l'année passée. Il leur a recommandé de veiller toujours à donner des réponses rapides aux différentes correspondances du Ministère. Les rapports des différents domaines de la vie communale doivent être transmis en temps opportun. Les participants ont posé des questions notamment celles relatives à la nouvelle procédure de perception des taxes et impôts communaux. Le Ministre a convié toutes les autorités communales à s'approprier cette nouvelle méthode de perception et assurer une gestion rationnelle en faveur du bien-être de toute la population.

(Source: www.abpinfos.com)

Les Ministres en charge de la Santé Publique et de l'Education Nationale s'expriment sur la mauvaise gestion des morgues observée dans des hôpitaux



Les Ministres ayant la Santé Publique et l'Education Nationale dans leurs attributions, respectivement Dr Thaddée Ndikumana et M. Gaspard Banyankimbona, ont tenu lundi le 22 février 2021, dans les enceintes du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, une réunion sur la mauvaise gestion des morgues publiques dans les différents hôpitaux nationaux, apprend-on du procès-verbal sorti en marge de cette réunion.

Les participants à cette réunion étaient les responsables des hôpitaux Natwe Turashoboye de Karusi, l'Hôpital de la Police Nationale, l'Hôpital Prince Régent Charles, l'Hôpital Militaire de Kamenge, le Centre hospitalo-universitaire de Kamenge, la Clinique Prince Louis Rwagasore, ainsi que d'autres cadres au niveau des différents services techniques concernés.

Au cours de cette réunion, le Ministre en charge de la Santé publique a évoqué, séance tenante, que la réunion faisait suite aux différentes lamentations de la population au sujet de l'accessibilité et de la disponibilité des chambres froides dans les différents hôpitaux en général, et particulièrement dans les hôpitaux Prince Régent Charles (HPRC), Hôpital Militaire de Kamenge (HMK) et le Centre hospitalo-universitaire de Kamenge (CHUK) visés dans une audio circulant sur les réseaux sociaux à partir du vendredi 19 février 2021. Après la présentation d'un des cas sur la mauvaise gestion des morgues publiques faite à une victime, les Cadres et les Agents gestionnaires des différentes morgues se sont exprimés sur leur gestion en général et sur l'audio circulant sur les réseaux sociaux en particulier, poursuit le procès-verbal, précisant que lesdits gestionnaires des morgues ont été entendus séparément.

Après avoir entendu tous les agents des morgues des hôpitaux en disposition de ces dernières, le gestionnaire de la pompe funèbre Fleur naturelle et les avis des différents participants, certaines décisions ont été prises. Il s'agit de mettre à la disposition du commissaire de la Police judiciaire les agents des morgues des trois hôpitaux (HPRC, HMK et CHUK) pour une enquête approfondie en vue de dégager les responsabilités, prendre des sanctions administratives à l'endroit de certains travail-

leurs affectés aux morgues du CHUK, de l'HMK et de l'HPRC en attendant les conclusions des enquêtes, et réorganiser le service des morgues des hôpitaux publics afin de permettre la continuité des activités.

Il s'agit également d'inviter les Directeurs des hôpitaux à s'impliquer davantage dans la gestion quotidienne des morgues en instruisant aux gestionnaires de ces dernières à transmettre un rapport

quotidien sur les entrées et les sorties des corps, informatiser la gestion des services des morgues et inviter la Mairie de Bujumbura à mettre en place une morgue publique pour la gestion des décès à domicile ainsi que les accidentés de la voie publique, étant donné que les morgues des hôpitaux sont en principe réservées aux malades qui décèdent dans les hôpitaux, précise-t-on dans ce procès-verbal.

(Source: www.abpinfos.com)

Réouverture de la radio Bonesha-FM



Le Président du Conseil National de la Communication (CNC), Ambassadeur Nestor Bankumukunzi, a organisé lundi le 22 février 2021, à Bujumbura, un point de presse pour informer le public de la levée des sanctions qui avaient été prises à l'endroit de la radio RSF-Bonesha FM.

Le président du CNC a indiqué qu'en date du 19 février 2021, le bureau exécutif du CNC a pris la mesure de lever la décision N° 100/CNC/011/2017 du 28 septembre 2017 portant retrait de l'autorisation d'exploitation de la radio RSF-Bonesha FM. Il a aussi rappelé que la mesure fait suite à la volonté exprimée par le Chef de l'Etat burundais, S.E Evariste Ndayishimiye, de voir les médias fermés, rouvrir. C'était au cours de la rencontre tenue le 28 janvier 2021 avec les responsables des médias.

Le Chef de l'Etat avait aussi demandé au CNC de s'asseoir ensemble avec les responsables des médias sous sanctions et d'explorer les voies de levée de ces sanctions. Selon toujours Amb. Ban-

kumukunzi, le CNC a vite réagi en réunissant, le 1er février 2021, les responsables de ces médias sous sanctions. Il a signalé que lors de leur rencontre, les membres du Bureau Exécutif du CNC ont fait le constat que l'association Radio sans frontières, propriétaire de la radio, a tenu son assemblée générale en date du 26 août 2017 et a renouvelé les organes dirigeants de la radio, désignant à la même occasion M. Léon Masengo comme Directeur de la radio Bonesha-FM, en remplacement de M. Patrick Ndikumana poursuivi par la justice burundaise.

Le Président du CNC a profité de cette occasion pour préciser que la nouvelle Direction de la radio Bonesha-FM a signé un nouveau cahier des charges et s'est engagé à prendre toutes les dispositions pertinentes afin d'éviter toute faute professionnelle qui entrerait en contradiction avec les lois et règlements en vigueur au Burundi, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, spécialement en son article 20 interdisant toute propagande en faveur de la guerre et tout appel à la haine et à la violence. Le dialogue va se poursuivre avec les responsables d'autres médias sous sanctions, a-t-il ajouté.

Le Directeur de la radio Bonesha-FM, M. Léon Masengo, a indiqué à la presse qu'il salue la décision qui vient d'être prise par le CNC et a profité de cette occasion pour remercier le Président de la République du Burundi.

(Source: www.abpinfos.com)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi